

**RAPPORT DU
COMMISSAIRE AUX COMPTES**

ASS DIOCESAINE

31/12/2025

ASSOCIATION DIOCESAINE D'ORLEANS
Siège social : 14, CLOITRE SAINT AIGNAN
45057 ORLEANS CEDEX 1

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ADDITIONNES
Exercice clos au 31/12/2025

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes additionnés de l'ASSOCIATION DIOCESAINE D'ORLEANS relatifs à l'exercice clos le 31/12/2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes additionnés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'ensemble constitué par les entités comprises dans l'addition à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes additionnés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « changement de réglementation comptable » de l'annexe des comptes additionnés, se traduisant par des modifications du plan comptable et de nouveaux modèles d'états financiers impactant la présentation des comptes au bilan et au compte de résultat.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes additionnés de l'exercice.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons été conduits à examiner la comptabilisation des fonds dédiés et reportés sur l'exercice 2025 et la présentation des comptes conformément à la nouvelle nomenclature comptable. Nous nous sommes assurés de leur bien fondé et de la présentation qui en est faite.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes additionnés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes additionnés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes additionnés des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes additionnés adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes additionnés

Il appartient à la direction d'établir des comptes additionnés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes additionnés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes additionnés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'ASSOCIATION DIOCESAINE D'ORLEANS à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider ou de cesser son activité.

Les comptes additionnés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes additionnés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes additionnés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes additionnés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes additionnés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes additionnés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes additionnés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes additionnés et évalue si les comptes additionnés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à ORLEANS, le 06 Mai 2026

Le Commissaire aux comptes

ORCOM AUDIT



Valentin DOLIGE

Associé

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2025 12			Exercice N-1 31/12/2024 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)						
	Immobilisations incorporelles						
	Frais de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés et droits assimilés	45 570	39 877	5 692	12 924	7 231-	55.95-
	En cours, avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains	1 253 282		1 253 282	1 248 182	5 100	0.41
	Constructions	33 486 219	21 484 103	12 002 117	11 138 464	863 652	7.75
	Installations techniques, matériel et outillage	1 834 399	1 420 689	413 710	332 820	80 891	24.30
	En cours, avances et acomptes	274 357		274 357	252 103	22 254	8.83
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>	339 863		339 863	168 450	171 413	101.76
	Immobilisations financières (1)						
ACTIF CIRCULANT	Participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés	740 565		740 565	740 355	210	0.03
	Prêts	91 530		91 530	120 046	28 516-	23.75-
	Autres immobilisations financières	850		850	350	500	142.86
	Total II	38 066 635	22 944 669	15 121 966	14 013 693	1 108 273	7.91
	Stocks et en cours				4 792	4 792-	
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	235		235		235	
	Créances reçues par legs ou donations	98 098		98 098	131 277	33 179-	25.27-
	Autres créances	530 284		530 284	615 101	84 817-	13.79-
	Charges constatées d'avance (2)	51 541		51 541	41 171	10 370	25.19
	Valeurs mobilières de placement	21 517 169	138 753	21 378 416	21 081 981	296 435	1.41
Comptes de Régularisation	Instruments financiers à terme et jetons détenus	2 991 643		2 991 643	2 893 813	97 830	3.38
	Disponibilités						
	Total III	25 188 970	138 753	25 050 217	24 768 135	282 081	1.14
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (IV)						
	Primes de remboursement des emprunts (V)						
Comptes de Régularisation	Ecarts de conversion et différences d'évaluation (VI)						
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	63 255 604	23 083 422	40 172 182	38 781 828	1 390 354	3.59

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à moins d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2025 12	Exercice N-1 31/12/2024 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires	5 495 232	5 495 232		
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles	21 695 990	21 015 084	680 905	3.24
	Réserves pour projet de l'entité	28 178	28 178		
FONDS PROPRES	Autres				
	Report à nouveau	7 673 437	7 390 879	282 558	3.82
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	1 546 280	963 463	582 817	60.49
	Situation nette (sous total)	36 439 117	34 892 837	1 546 280	4.43
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement	239 485	263 832	24 347-	9.23-
	Provisions réglementées				
	Total I	36 678 601	35 156 668	1 521 933	4.33
AUTRES FONDS PROPRES	Fonds non remboursables				
	Avances conditionnées				
AUTRES FONDS PROPRES	Droits du concédant				
	Total II				
FONDS REPORTES ET DEBIES	Fonds reportés liés aux legs ou donations	437 961	299 727	138 234	46.12
	Fonds dédiés	1 463 591	1 317 198	146 393	11.11
	Total III	1 901 552	1 616 924	284 628	17.60
PROVISIONS	Provisions pour risques	137 659	300 052	162 393-	54.12-
	Provisions pour charges				
	Total IV	137 659	300 052	162 393-	54.12-
DETTES (1)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	107 033	319 712	212 679-	66.52-
	Emprunts et dettes financières diverses (2)	302 366	551 635	249 268-	45.19-
	Instruments financiers à terme				
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	36 047	25 111	10 935	43.55
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	342 183	334 181	8 002	2.39
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	47 107	74 295	27 188-	36.59-
	Autres dettes	605 326	393 982	211 344	53.64
	Produits constatés d'avance	14 307	9 266	5 041	54.41
DETTES (1)	Total V	1 454 370	1 708 183	253 814-	14.86-
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	Écarts de conversion et différences d'évaluation (VI)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)		40 172 182	38 781 828	1 390 354	3.59

(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)
(2) Dont emprunts participatifs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2025 12	Exercice N-1 31/12/2024 12	Ecart N / N-1	
			Euros	%
Produits d'exploitation (1)				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
Ventes de biens	777	2 179	1 401-	64. 32-
Ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	654 021	536 360	117 661	21. 94
Parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	23 772	575	23 197	NS
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels	4 169 417	4 069 279	100 138	2. 46
Mécénats		0	0-	100. 00-
Legs, donations et assurances-vie	2 103 367	1 207 988	895 379	74. 12
Contributions financières	1 427	19 238	17 811-	92. 58-
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	162 393	35 531	126 862	357. 05
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	92 899		92 899	
Utilisations des fonds dédiés	77 884	607 282	529 398-	87. 17-
Autres produits	2 302 919	2 183 608	119 311	5. 46
Total I	9 588 877	8 662 040	926 838	10. 70
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stock		0-	0	100. 00
Autres achats et charges externes	3 435 842	3 102 275	333 567	10. 75
Aides financières	324 873	711 890	387 017-	54. 36-
Impôts, taxes et versements assimilés	266 419	278 100	11 681-	4. 20-
Salaires et traitements	2 123 031	2 163 567	40 536-	1. 87-
Cotisations sociales	941 672	932 225	9 447	1. 01
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 198 850	1 174 571	24 279	2. 07
Dotations aux provisions				
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	62 836		62 836	
Reports en fonds dédiés	224 278	84 518	139 759	165. 36
Autres charges	197 290	140 493	56 797	40. 43
Total II	8 775 091	8 587 639	187 452	2. 18
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	813 786	74 401	739 385	993. 79

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2025 12	Exercice N-1 31/12/2024 12	Ecart N / N-1	
			Euros	%
Produits financiers				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	3	9	6-	64. 86-
Autres intérêts et produits assimilés	577 346	509 111	68 235	13. 40
Reprises sur dépréciations et provisions	39 879	65 175	25 296-	38. 81-
Différences positives de change				
Produits des immobilisations financières cédées				
Produits nets sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie	194 849	273 961	79 112-	28. 88-
Total III	812 077	848 255	36 177-	4. 26-
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		55 043	55 043-	100. 00-
Intérêts et charges assimilées	3 752	6 895	3 143-	45. 58-
Différences négatives de change				
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées				
Charges nettes sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie	1 160	24 365	23 205-	95. 24-
Total IV	4 912	86 303	81 391-	94. 31-
2. Résultat financier (III-IV)	807 165	761 952	45 213	5. 93
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	1 620 951	836 353	784 598	93. 81
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		931 792	931 792-	100. 00-
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		751 539	751 539-	100. 00-
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		180 254	180 254-	100. 00-
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)	74 671	53 143	21 528	40. 51
Total des produits (I+III+V)	10 400 955	10 442 087	41 132-	0. 39-
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	8 854 675	9 478 624	623 949-	6. 58-
5. EXCEDENT OU DEFICIT	1 546 280	963 463	582 817	60. 49



ASSOCIATION DIOCESAINE D'ORLEANS

14, cloître Saint Aignan
45000 ORLEANS

ANNEXE

Exercice clos le 31 décembre 2025 – Addition

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrale des comptes additionnés.

Description de l'objet social, des missions sociales et des moyens de l'entité

Objet social

L'association a pour objet de subvenir aux frais et à l'entretien du culte catholique sous l'autorité de l'Evêque, en communion avec le Saint-Siège, et conformément à la constitution de l'Eglise Catholique.

Missions sociales

L'association est chargée de l'acquisition ou la location et l'administration des édifices en vue de l'exercice du culte catholique dans le diocèse.

- l'acquisition ou la location et l'administration des immeubles destinés au logement de l'Evêque, des bureaux de l'évêché, de curés, des vicaires et des prêtres âgés ou infirmes.
- pourvoir au traitement d'activité et de retraite des ecclésiastiques occupés au ministère, ainsi qu'aux honoraires des prédicateurs et aux salaires des employés de l'Eglise.
- l'acquisition ou la location et administration temporelle du Grand Séminaire, des Petits Séminaires et de leurs annexes.

Moyens mis en œuvre

Les ressources de l'Association reposent sur :

- les cotisations de ses membres
- les produits des troncs, des quêtes et collectes autorisées par l'Evêque pour les besoins de l'Association.
- le revenu des fondations pour cérémonies et services religieux
- l'administration ou la jouissance les rétributions ou offrandes, notamment à l'occasion des cérémonies et services religieux dans les églises dont l'Association a la propriété
- le revenu de ses biens et immeubles
- les produits des dons et legs

Règles et méthodes comptables

Cadre légal de référence

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du règlement ANC n°2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC N° 2022-06 du 22 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers dont le règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.
Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Méthode des comptes additionnés

Les comptes des paroisses et des doyennés sont additionnés à ceux de la curie, ainsi que les comptabilités des services et mouvements, appelées « 3^{ème} cercle » comprenant le pôle annonce de la Foi, l'hospitalité Diocésaine, le Service Formation et l'Aumônerie de la Santé.

Toutes les comptabilités des paroisses et doyennés ont été rassemblées dans 16 comptabilités puis regroupées en une seule appelée « Addition de tous les Doyennés ».

Les comptabilités des services et mouvements sont regroupés dans une seule comptabilité appelée « addition 3^{ème} cercle ».

Les deux regroupements ont ensuite été globalisés avec ceux de la curie pour donner les « comptes additionnés ».

A chaque étape il a été procédé au retraitement des comptes réciproques de tiers, de charges et de produits.

Changement de méthode comptable

Les règlements ANC n°2022-06 et ANC n°2023-03 relatifs à la modernisation des états financiers, sont applicables de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025.

Ce changement de réglementation se traduit par :

- Une nouvelle définition du résultat exceptionnel
- La suppression de la technique de transfert de charges
- La modification du plan de comptes et l'introduction d'une nouvelle nomenclature

- de nouveaux modèles d'états financiers.

Au cours de l'exercice, le plan comptable de l'entreprise a été modifié afin de refléter les évolutions réglementaires et les besoins spécifiques de gestion avec la nouvelle définition du résultat exceptionnel et la suppression des comptes de transferts de charges.

Les modifications suivantes ont notamment été apportées :

Anciens comptes	Nouveaux comptes	Montants comptabilisés en 2025
675... Valeurs comptables des éléments d'actifs cédés	652... Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	212 836
775... Produits de cession des éléments d'actif	757... Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	249 399
777... Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	747... Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	24 347
791000 Rbt charges personnel	649000 Rbt charges personnel	11 393

Les états financiers sont présentés conformément aux dispositions et aux modèles figurant dans le Règlement. Les modifications suivantes ont notamment été apportées :

- Regroupement des charges et produits exceptionnels, qui étaient présentés sur plusieurs lignes en 2024 sur deux lignes « Produits exceptionnels » et « Charges exceptionnelles ».
- Reclassements entre des lignes du bilan ou du compte de résultat. Par exemple :
 - Dans la colonne comparative 2024 du bilan 2025, les immobilisations en cours sont désormais regroupées avec les avances et acomptes, aussi bien pour ce qui concerne les immobilisations incorporelles que corporelles ;
 - Dans la colonne comparative 2024 du bilan 2025, la ligne « Charges constatées d'avance » est désormais parmi les éléments constituant la rubrique des « Créances ».
- Reclassements liés à la suppression de la technique des transferts de charges en application de la disposition spécifique prévue par le règlement sur ce sujet. Ainsi, les transferts de charges constatés dans le compte de résultat 2024 sont présentés dans la colonne comparative 2024 dans le poste « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions », rattaché au résultat d'exploitation.
- Reclassements des comptes de dépôt des paroisses et autres entités relevant de l'Eglise Catholique en autres dettes. Ces comptes figuraient en Emprunts et Dettes Financières diverses dans le passif du bilan 2024 pour un montant total de 246 699 euros.

Actif immobilisé

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles ont augmenté de 2 271 K€ (en cours inclus).

La variation des immobilisations (acquisitions moins sorties) s'explique pour l'essentiel de la façon suivante :

- . Terrains : 5.1 keuros
- . Aménagements et agencements des constructions : 1 914 keuros
- . Matériels et mobiliers : 159 keuros
- . biens reçus en legs destinés à être cédés : 171 K€
- . Immobilisations corporelles en cours : 22 K€

Immobilisations brutes					
Actif immobilisé	A l'ouverture	Transfert	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	45 570		-	-	45 570
Terrains	1 248 182		52 500	47 400	1 253 282
Constructions	31 572 150		1 973 775	59 706	33 486 219
Installations techniques matériel et outillage	1 675 749		177 822	19 172	1 834 399
Autres immobilisations corporelles					-
Immobilisations corporelles en cours	252 103		322 158	299 905	274 357
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	168 450		324 613	153 200	339 863
TOTAL	34 962 203	-	2 850 869	579 382	37 233 690

Les amortissements pour dépréciation sont calculés en fonction de la durée de vie prévue :

	Durée d'amortissement	Mode d'amortissement
Terrain	Non applicable	Non applicable
Gros œuvre	50 ans	linéaire
Toiture	50 ans	linéaire
Maçonnerie intérieure	25 ans	linéaire
Menuiserie intérieure	15 ans	linéaire
Plomberie	25 ans	linéaire
Electricité	10 ans	linéaire

Amortissement immobilisations corporelles					
Amortissements	A l'ouverture	Transfert	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	32 646		7 231	-	39 877
Terrains					-
Constructions	20 433 686		1 095 086	44 669	21 484 103
Installations techniques matériel et outillage	1 342 929	-	96 533	18 773	1 420 689
Autres immobilisations corporelles					-
Immobilisations corporelles en cours					-
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					-
TOTAL	21 809 261	-	1 198 850	63 442	22 944 669

Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est comptabilisée du montant de la différence.

Elles se décomposent comme suit :

-Prêts

Exercice	2025	2024	Evolution
Prêts (en valeur brute)	91 530 €	120 046 €	-28 516 €

Le poste « Prêts » est constitué essentiellement de prêts aux paroisses, aux mouvements et services.

-Titres de participations

Exercice	2025	2024	Evolution
Titres de participation (en valeur brute)	740 565 €	740 355 €	210 €

Les titres de participation se composent pour l'essentiel de la participation dans HABITAT et HUMANISME.

La rubrique Autres immobilisations financières correspond à des dépôts de garantie versés pour 850 euros.

Autres actifs

Créances :

Exercice	2025	2024
Créances clients, usagers et comptes rattachés	235 €	
Créances reçues par legs ou donations	98 098 €	131 277 €
Autres Créances	530 284 €	615 101 €
Charges constatées d'avanc	51 541 €	41 171 €

Le poste correspond pour l'essentiel aux legs en numéraires non dénoués à la clôture pour 98 098 € et aux produits à recevoir pour 458 769 €.

La variation du poste provient essentiellement de l'évolution du niveau des legs en cours d'une année sur l'autre.

Valeurs mobilières de placement :

Elles concernent pour l'essentiel la curie.

Les VMP sont évaluées sur la base de leur valeur d'achat, à l'exclusion des frais d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition à la date de clôture.

Les moins-values latentes constatées au bilan s'élèvent à 138 753 € au 31/12/2025 contre 178 632 € en 2024.

Les VMP sur l'exercice 2025 ont généré une plus-value nette de 193 689 € (273 961 € pour 2023).

Fonds propres

Variation des fonds propres

La variation des fonds propres s'explique de la façon suivante :

-affectation du résultat de l'exercice N-1 en report à nouveau pour 282 558 € et en réserves pour 680 905 €

-résultat de l'exercice pour un montant de 1 546 280 €

Les subventions d'investissements pour un montant net de 239 485 € financent une partie des investissements et font l'objet d'une reprise au même rythme que celui des amortissements des immobilisations financées.

Les fonds dédiés et reportés non encore utilisés au 31/12/2025 s'élèvent à 1 463 590 euros.

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	TRANSFERT	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	5 495 232					5 495 232
Fonds propres avec droit de reprise						
Ecart de réévaluation						
Réserves	21 043 262	-	680 905			21 724 168
Report à nouveau	7 390 879		282 558			7 673 437
Excédent ou déficit de l'exercice	963 463		- 963 463	1 546 280		1 546 280
Situation nette	34 892 837		0	1 546 280	-	36 439 117
Fonds propres consommables						
Subventions d'investissement	263 832				24 347	239 485
	35 156 668	-	0	1 546 280	24 347	36 678 601

Résultat de l'exercice :

Exercice	2025
Résultat des comptes Curie	188 173 €
Résultat du Troisième cercle	5 196 €
Résultat des comptes Doyennés	1 352 911 €
Résultat des comptes additionnés :	1 546 280 €

Le résultat des comptes additionnés de l'exercice 2025, soit un résultat bénéficiaire de 1 546 280 €, se décompose comme suit :

- Le résultat de la curie présente un bénéfice de 188 173 € contre un bénéfice de 299 422 € en 2024 soit une diminution du résultat de 111 249 €.
- Le Troisième cercle dégage un déficit de 5 196 €, contre un déficit de 5 254 € en 2024, soit une amélioration de 10 450 €.
- Le résultat des comptes des doyennés est excédentaire de 1 546 280 € contre un excédent de 669 295 € en 2024, soit une hausse du résultat de 876 985 €.

Fonds dédiés

VARIATION DES FONDS DEDIES	A L'OUVERTURE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont Remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés *
Contributions financières d'autres organismes :	1 042 463		50 926			991 537	
Hospitalité Diocésaine	47 455					47 455	
Accompagnement jeunes	27 921					27 921	
Assistants pastoraux	942 410		50 926			891 484	
Prêtres et séminaristes	24 677					24 677	
Ressources liées à la générosité du public	274 735	224 278	26 959			472 054	-
Projet Cathédrale	-	8 085				8 085	
Sono Argonne		6 807	12			6 794	
Projet ND des Miracles		3 477	247			3 230	
Eglise de Meung/Loire	33 922		9 099			24 823	
Fonds Solipar	179 017	190 169	17 494			351 693	
Fonds St Jean de la Ruelle	5 775	9 980	107			15 648	
Projet Maison St Aignan	1 250					1 250	
Paroisse Saint Aignan	620	2 760				3 380	
Presbytère de Cerdon	54 150	3 000				57 150	
TOTAL	1 317 197	224 278	77 885	-	-	1 463 591	-

* correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices

Fonds reportés

Tableau de variation des fonds reportés

VARIATION DES FONDS REPORTES	A L'OUVERTURE	Augmentations de l'exercice	Utilisations de l'exercice	MONTANT GLOBAL AL A CLOTURE
FONDS REPORTES SUR LEGS ET DONATIONS	299 727	389 813	251 578	437 961
TOTAL	299 727	389 813	251 578	437 961

Les fonds reportés correspondent aux legs et donations en cours non dénoués sur l'exercice. Ces fonds font l'objet d'une comptabilisation en produits d'exploitation au cours de l'exercice si leur évaluation est fiable. En l'absence de dénouement à la clôture, ces fonds sont comptabilisés au passif du bilan en fonds reportés sur legs avec pour contrepartie une charge comptabilisée en « reports en fonds reportés ». Au fur et à mesure du dénouement du legs, les sommes inscrites en fonds reportés sont portées au compte de résultat avec pour contrepartie le compte « utilisation de fonds reportés ».

Tableau des legs et donations inscrits au compte de résultat

PRODUITS	Montants
Montant perçu au titre d'assurance vie et de la rubrique de produits "legs ou donations	2 235 102
prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	156 500
reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	-
utilisation des fonds reportés liés au legs et donations	251 578
CHARGES	Montants
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	150 000
Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	-
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations	389 813
SOLDE LA RUBRIQUE	2 103 367

Autres passifs

Dettes financières :

Les dettes financières s'élèvent à 409 399 € contre 871 347 € pour l'exercice 2024.

Le poste se compose pour l'essentiel des emprunts en cours de l'ADO pour 107 033 € et des dépôts des prêtres pour 302 366 €.

La baisse importantes des dettes financières résulte du retraitement des comptes de tiers liés à l'Eglise retraités en autres dettes.

Autres dettes :

Les autres dettes représentent 605 326 € contre 393 982 € en 2024 et comprennent désormais essentiellement les comptes des tiers à l'Eglise pour 264 keuros (qui figuraient l'exercice précédent en dettes financières) et les charges à payer (309 keuros).

Divers :

Successions :

Les legs connus et acceptés, hors legs en cours déjà évalués et inscrits au bilan au 31 décembre 2025 concernent 1 dossier et se décomposent comme suit :

Succession en cours	Legs financiers et Assurance Vie	Apport d'Actif	TOTAL estimé
TOTAL	20 0000	200 000	220 000

Indemnités de départ en retraite :

Le montant, non provisionné dans les comptes de l'Association Diocésaine, des engagements pour départ à la retraite des salariés de la Curie Diocésaine s'élève à la clôture de l'exercice à 169 993 euros.

Ce montant a été calculé charges sociales et fiscales incluses. Il est déterminé en appliquant au calcul de l'indemnité conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- Calcul basé sur salaire en fin de carrière
- Calcul retenant les droits accumulés en fin de carrière, méthode rétrospective proratisée sur l'ancienneté
- Taux moyen de charges sociales : 37 %
- Taux d'actualisation : 1%

Contribution volontaire en nature :

Les contributions volontaires en nature ne font pas l'objet d'une comptabilisation ou d'une mention dans l'annexe. La conférence des évêques considère en effet l'impossibilité de faire une évaluation fiable de la contribution fournie par les pratiquants à l'activité de la vie des diocèses.

Honoraires de Commissariat aux Comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes concernent exclusivement la mission d'audit légal des comptes additionnés.